

"L'euro est de plus en plus le symbole d'une souveraineté reconquise ..." dans Europe (12 janvier 1999)

Légende: Le 12 janvier 1999, Ferdinando Riccardi, rédacteur en chef de l'Agence Europe à Bruxelles, conteste les arguments avancés par les adversaires de l'euro et fixe de nouvelles perspectives aux dirigeants des pays de la zone euro pour le succès de l'Union économique et monétaire (UEM).

Source: Europe. 12.01.1999. Bruxelles.

Copyright: (c) Europe, Agence internationale d'information pour la presse

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_euro_est_de_plus_en_plus_le_symbole_d_une_souverainete_reconquise_"_dans_europe_12_janvier_1999-fr-a7491ce3-f9c3-4e5a-bad8-5d97b8313e87.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'euro est de plus en plus le symbole d'une souveraineté reconquise et l'Europe recommence à exister comme ensemble dans le monde. Les mérites principaux ne reviennent pas toujours à ceux qu'on croit

par **Ferdinando Riccardi**

Des adversaires presque pathétiques. Certains adversaires de l'euro sont devenus pathétiques: on a presque envie de les consoler, de les encourager. Ils se sont efforcés d'entretenir aussi longtemps que possible le doute sur la naissance de la monnaie européenne; jusqu'à la dernière minute, ils ont espéré que l'opération puisse échouer sur le plan technique et que les marchés financiers réagissent avec méfiance; à présent, ils annoncent les désastres futurs.

Entre-temps, l'euro se consolide. Selon les uns, il est « né dans la liesse »; selon la plupart, il s'est déjà affirmé comme la grande monnaie internationale à côté du dollar. Pendant les longues années d'édification progressive de la CEE d'abord, de l'UE ensuite, l'Europe n'était pas considérée à l'extérieur comme un ensemble: les principaux interlocuteurs mondiaux et les grandes institutions internationales continuaient à prendre en considération exclusivement les pays européens individuels. Avec l'euro, pour la première fois, c'est l'Europe en tant que telle qui est à l'avant-scène. Selon M. de Silguy, la naissance de l'euro « préfigure peut-être la naissance d'un continent; nous intéressons à nouveau les Chinois, les Japonais, des pays qui jusqu'à présent regardaient l'Europe de loin. On réacquiert une existence. » Et dès maintenant, l'Europe se prépare à dialoguer sur un pied d'égalité avec les États-Unis à propos de la réforme du système monétaire international, et elle pourra peser lourd dans la recherche d'une architecture mondiale plus stable et équitable, avec des disciplines permettant d'introduire ce qu'il faut d'équité et de justice pour éviter les excès et les secousses artificielles dont font les frais les peuples les plus faibles et sans défense. L'Allemagne et la France sont en train de préparer un document commun et le nouvel équilibre mondial introduit par l'euro devrait apporter assez rapidement ses premiers résultats, à commencer par le « G7-Finances » du 20 février à Bonn et du sommet G7-G8 de juin à Cologne.

Des banques loyales et des syndicats exemplaires. Cette nouvelle force européenne s'affirmerait-elle au détriment des autonomies nationales? Pas du tout. Une partie des adversaires de l'euro ne cachent pas que leur opposition est due à la perte de souveraineté pour les États membres qui y participent. Or, c'est une perspective entièrement fautive. Nos pays n'avaient gardé de la souveraineté monétaire que l'apparence; grâce à l'euro, ils la reconquièrent en commun. Le gouverneur de la Banque de Belgique a été explicite: « Notre politique monétaire collait à celle de la Bundesbank. Maintenant, je dispose d'une voix au conseil de la BCE au même titre que le gouverneur de la Bundesbank ... » Et le ministre français de l'Économie et des Finances a expliqué: « Les gens qui se positionnent contre l'euro sont des gens d'hier ou d'avant-hier. L'euro nous redonne un pouvoir que nous avons largement perdu. »

Mais ceux qui s'opposent à l'euro par nostalgie d'une grandeur passée (laquelle, dans le domaine financier, ne peut être reconquise qu'au niveau européen) sont en définitive presque sympathiques; ils se trompent, mais souvent de bonne foi. Ce n'est pas toujours le cas des autres catégories d'adversaires; il y a déjà presque trois ans, Valéry Giscard d'Estaing avait invité à regarder de près les intérêts concrets de certains opposants pour comprendre ce que cachait leur attitude. Depuis cet avertissement, les banques commerciales ont joué loyalement le jeu; elles perdent une source appréciable de revenus et doivent faire face à des coûts considérables, mais leur organisme représentatif à Bruxelles, la Fédération bancaire européenne, a tenu une ligne de conduite coopérative d'une droiture sans failles.

Et que dire de la preuve de maturité offerte par la Confédération européenne des syndicats? Il lui aurait été aisé de rechercher quelques succès et un regain de popularité facile en cédant à une certaine démagogie contre la rigueur budgétaire et les disciplines imposées par les « critères de Maastricht », et ce n'est pas un secret que quelques syndicats nationaux y étaient plutôt enclins. Au contraire, la CES a su voir dès le départ où se situaient les intérêts véritables des travailleurs et pas un seul mot, pas une seule action venant d'elle n'ont entravé le chemin de l'euro. Il est possible qu'en définitive, le secrétaire général de la CES Emilio Gabaglio soit reconnu un jour comme l'un des principaux bâtisseurs de la monnaie européenne. L'Europe a maintenant une dette à l'égard de ses travailleurs, dette qu'elle doit rembourser par sa politique économique,

fiscale et de l'emploi.

De Ralf Dahrendorf à Antonio Martino. Le monde universitaire et scientifique est loin d'avoir acquis les mêmes mérites que les syndicats à l'égard de cette avancée historique de l'Europe qu'est l'euro. Combien avons-nous lu d'élucubrations savantes démontrant de manière irréfutable que l'euro était une erreur et que, de toute manière, il ne deviendrait jamais réalité ? Le premier prix en cette matière revient au Pr. Ralf Dahrendorf, qui a prouvé avec une logique imparable que les partisans de l'euro brisaient l'unité de l'Europe. Savez-vous pourquoi ? Parce que la Grande-Bretagne ne voulait pas de monnaie européenne; ceux qui la voulaient quand même devenaient responsables de la cassure. En d'autres mots, cette cassure était provoquée par qui voulait faire avancer l'intégration européenne, et non par qui essayait de l'empêcher. Nous restons ébahis par la puissance d'un tel raisonnement.

Rien de semblable n'a été heureusement constaté au sein des gouvernements des onze pays qui composent aujourd'hui la zone euro. Même les forces politiques qui ont accédé au pouvoir à mi-chemin, c'est-à-dire après la fixation du calendrier de la marche vers la monnaie unique, ont épousé la cause avec élan et fermeté. Auparavant, étant à l'opposition, l'une ou l'autre personnalité avait exprimé des réserves ou des perplexités: mais dès qu'elle assumait les responsabilités gouvernementales, la transformation s'opérait et on n'avait plus que des partisans acharnés de l'euro. Et ceci représente évidemment une preuve supplémentaire de la validité de la cause; il suffisait d'avoir accès à la totalité du dossier pour se convertir et comprendre où se situait l'intérêt fondamental de son pays.

A vrai dire, une exception a existé: le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Martino. Par chance, il a assez rapidement cédé la place, tout en laissant derrière lui une traînée de doutes et de perplexités extrêmement nuisibles pour la crédibilité européenne de l'Italie. M. Martino expliquait que son opposition relevait exclusivement de la doctrine monétaire et n'impliquait aucune réserve à l'égard de la construction européenne. Ce qui prouvait qu'il n'avait rien compris de ce qui était vraiment en jeu pour son pays. L'Italie était en train de glisser lentement mais inexorablement en dehors de l'Europe continentale, à cause des longues années de gestion inconsciente et égoïste des finances publiques, et aucun gouvernement n'était en mesure d'arrêter par ses propres forces ce glissement, face au poids des intérêts acquis et à la lourdeur des habitudes. L'euro et ses contraintes offraient une occasion unique pour essayer d'accrocher à nouveau le pays au convoi européen; Prodi et Ciampi l'ont compris, et le peuple italien a senti de façon plus ou moins claire qu'il risquait de devenir un pays européen de deuxième catégorie. Et le miracle, auquel peu de gens croyaient à Bruxelles et personne à Francfort et à Amsterdam, s'est produit. Et pourtant, on entend encore M. Martino répéter, avec la gentillesse qui lui est propre, que l'euro est un danger pour l'Italie et qu'il demeure sceptique. Heureusement, le Premier ministre actuel a bien compris ce que signifie pour l'Italie faire partie de la monnaie unique: c'est « la fin d'un modèle de développement économique fondé sur le déficit, sur la dépense publique en tant qu'assistance, sur les taux très élevés des bons du Trésor et sur les rentes financières. Tout ceci avait soutenu une certaine façon d'être de l'économie et de la société, au détriment des couches les plus productives et avancées. C'est pourquoi l'Italie dans l'euro est le signe d'un changement profond dans notre histoire nationale. »

Et, bien sûr, le signe d'un changement dans l'histoire de l'Europe.

Un point de départ. Tous les responsables européens ont dit et répété que l'euro n'était pas une fin en soi mais un instrument, et qu'il ne résoudre pas en lui-même les problèmes économiques qui se posent à l'Europe. Il offre simplement la possibilité de le faire, en garantissant la stabilité monétaire, l'équilibre financier, la maîtrise de l'inflation et les taux d'intérêt les plus bas que l'Europe ait jamais connus. C'est un refrain que nous entendons à chaque occasion; et il est consolant de constater avec quel air solennel des professeurs et même des prix Nobel l'annoncent comme le fruit de leurs profondes élucubrations aux lecteurs des journaux qui ont l'honneur d'accueillir leur prose.

Sur cette base solide représentée par l'euro, deux piliers de l'édifice sont déjà là: la Banque centrale européenne, à qui on peut faire confiance pour empêcher l'instabilité monétaire et le retour de l'inflation, et la surveillance par le couple Commission/Conseil Ecofin des programmes économiques nationaux (de stabilité ou de convergence). Le troisième pilier est en préparation: ce sera le pacte pour l'emploi, qui sera

important, voire même décisif dans la mesure où il ne représentera en rien un machin de distribution d'assistance ni de création d'emplois artificiels, mais sera l'instrument introduisant l'élément « création d'emplois » dans toutes les politiques européennes (et tout d'abord dans la politique fiscale, au-delà des polémiques parfois incompréhensibles qui entourent les projets en ce domaine).